

COMMUNE DE PAROY

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE  
(77)

**Demande d'examen au cas par cas  
préalable à la réalisation d'une  
évaluation environnementale pour le  
zonage d'assainissement de Paroy**

*Article R. 122-17 II du Code de l'Environnement*

*Zones mentionnées aux 1 à 4 de l'article L2224-10 du  
Code Général des Collectivités Territoriales*

**Dossier provisoire**

01642328 | Juin 2018 | v1





Bâtiment Octopus  
11 rue Georges Charpak  
77127 Lieusaint

Email : hydratec.lieusaint  
@hydra.setec.fr

T : 01 79 01 51 30  
F : 01 64 13 99 32

Directeur d'affaire : EOM

Responsable d'affaire : CMW

N°affaire : 01642328

Fichier : 42328\_Enquete\_au\_cas\_par\_cas.docx

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Nb pages	Observations / Visa
v1	Juin 2018	RIN	CMW	27	



## TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GENERALES .....	7
2	QUESTIONNAIRE .....	9
2.1	Questions générales de contexte.....	9
2.1.1	Caractéristiques des zonages et contexte.....	9
2.1.2	Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées 11	
2.2	Questions spécifiques .....	17
2.2.1	Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.....	17

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)	13
Figure 2 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)	14
Figure 3 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)	16
Annexe 1 Carte du projet de zonage eaux usées	21
Annexe 2 : Cartes du projet de zonage des eaux pluviales	23
Annexe 3 : Carte communale	25
Annexe 4 : Cartes de l'aptitude des sols à l'infiltration	27

# 1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

La personne publique responsable<sup>1</sup> doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE<sup>2</sup>. Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

---

<sup>1</sup> La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

<sup>2</sup> Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5 1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple)
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
  - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
  - d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
  - de l'exploitation intensive des sols ;
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.



## 2 QUESTIONNAIRE

Sur la commune de Paroy, l'assainissement est non collectif et est géré par le SPANC de la Communauté de Communes Bassée Montois.

La présente demande au cas par cas concerne l'élaboration de ce zonage, avec le passage en assainissement non collectif.

### 2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

#### 2.1.1 Caractéristiques des zonages et contexte

**1) Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?**

Un schéma directeur d'assainissement réalisé en 1995, puis approuvé en 1996 préconisait le maintien de la commune en assainissement non collectif (ANC).

La commune souhaiterait actualiser son zonage en comparant notamment le maintien de son système d'assainissement actuel à un passage en assainissement collectif total ou partiel.

Setec Hydratec a été retenu pour la révision du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales via une étude technico-économique comparative, et la gestion du dossier de mise à enquête publique.

La présente demande au cas par cas se fait dans le cadre d'une révision de ce zonage.

**2) Est-ce une révision de zonage d'assainissement**

Oui (cf. annexe 1)

**• Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ?**

La conclusion du précédent SDA réalisé en 1996 n'a pas fourni de cartes de zonage. Celui-ci privilégiait le maintien de l'assainissement non collectif sur la commune, ne nécessitant pas d'établir une carte de zonage d'assainissement.

**• Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?**

Le PLUi de la communauté de communes Bassée-Montois est en cours d'élaboration. Dans ce cadre, la commune de Paroy doit revoir ses zonages d'eaux usées et pluviales.

• **Quelle est la date d'approbation du précédent ?**

Le précédent zonage d'assainissement n'a pas été pris en délibération par la collectivité.

**3) La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?**

La révision du zonage est réalisée en parallèle de l'élaboration du PLUi de la Communauté de Communes Bassée Montois.

**4) Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale<sup>3</sup> ?**

Non.

**5) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?**

La présente demande d'examen au cas par cas comprend un projet de zonage des eaux pluviales (cf. annexe 2)

**Si non, pourquoi ?**

**Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?**

- limiter les débordements des eaux pluviales,
- maîtriser la pollution apportée par le ruissellement des eaux pluviales sur la qualité des eaux de l'Auxence,
- imposer aux futurs aménageurs de gérer les eaux pluviales à la parcelle et de limiter le débit de fuite en cas de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales.

**6) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ?**

Non.

**Si non, pourquoi ?**

Entre 2001 et 2003, des travaux d'aménagement pour la gestion des eaux pluviales sur la voirie ont été entrepris dans le cadre d'un Contrat Triennal de Voirie (CTV) financé par le département.

Depuis ces aménagements, la commune indique qu'elle ne rencontre pas de difficulté en matière de gestion des eaux pluviales.

---

<sup>3</sup> Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

**7) Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?**

La commune est totalement en assainissement non collectif.

**8) Existe-t-il des ouvrages de rétention des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?**

2 puits d'infiltration accompagnés de débourbeurs (prétraitement) ont été créés à l'entrée du village, dans la Rue Grande côté mairie.

2 fossés sont également présents sur la commune, l'un Rue de la Liberté et le second à l'extrémité de la Rue Grande.

**9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)**

Paroy est sous le régime de la carte communale MARNU, qui indique que l'étalement urbain est limité et que le développement de l'offre en logement se fera principalement via le comblement des espaces résiduels présents dans les enveloppes bâties (environ 2 ha) indiquées en zone U2 sur la carte communale (cf. annexe 3).

**2.1.2 Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées**

**10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?**

Non

**11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :**

**D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ?** Non

**D'une zone conchylicole ?** Non

**D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?** Non

**D'un périmètre de protection des risques d'inondations ?** Non

**12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?**

**Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?**

La commune fait partie du territoire du SAGE des Deux Morin approuvé par arrêté interpréfectoral le 21 octobre 2016.

**Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?** Il n'existe pas de DTA en Seine-et-Marne.

**Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?** Pas de SCoT.

**Autres ?** Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands de la période 2016 – 2021 entré en vigueur le 20 décembre 2015.

### **13) Le territoire dispose-t-il ?**

**De cours d'eau de première catégorie piscicole ?** Non

**Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?** Non

### **14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?**

**Natura 2000 ?** La Bassée et plaines adjacentes (Directive Oiseaux et Habitats) (FR1112002 et FR1100798)) au sud de la commune

**ZNIEFF de type 1 ?** Au sud de la commune de nombreuses ZNIEFF de type 1 sont présentes au niveau de la Bassée. Les plus proches sont la ZNIEFF n°110006572 « Marais de Volangis » à 1.15 km et la n°110020238 « Boisements et zone humides des sauvageons et de Chasse-Foins ». Au nord-est de la commune, la ZNIEFF n°110020143 « Ancienne tourbière de la Voulzie » est située à 2.5 km.

**ZNIEFF de type 2 ?** La ZNIEFF n°110001267 de la Vallée de la Seine entre Montereau et Melz-sur-seine (Bassée) située à 450 m au sud de la commune.

**Zone humide ?** Les données de la DRIEE indiquent des zones humides de classe 2 et classe 3 sur le territoire communal, principalement au niveau des cours d'eau au sud-ouest de la commune. (cf. Figure 1 ci-dessous).

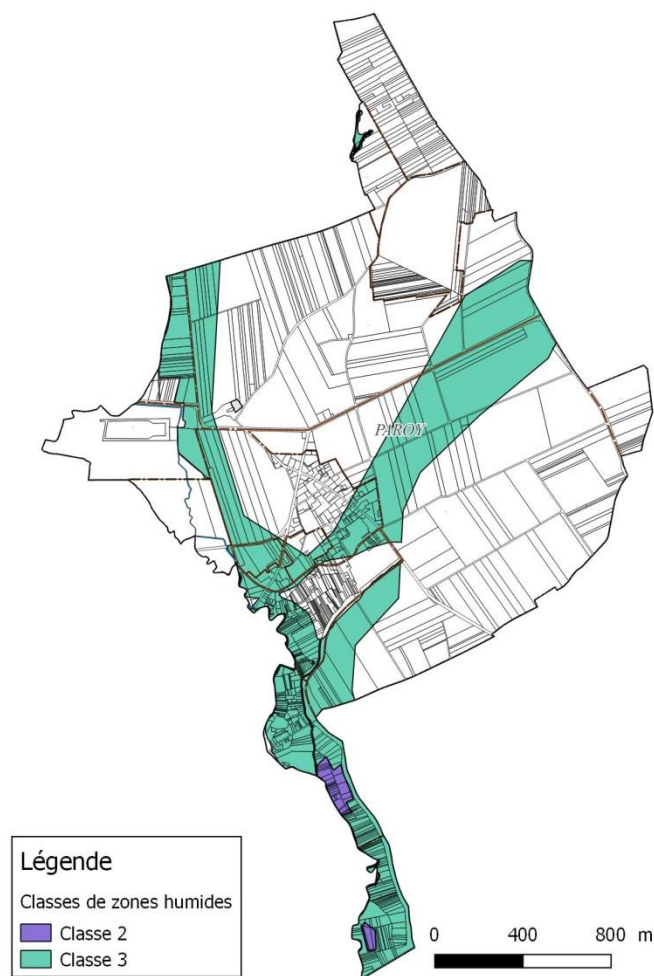


Figure 1 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)

**Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?** La carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France montre la présence d'un corridor alluvial multitrame, d'un corridor arboré, de réservoirs de biodiversité et de milieux humides (cf. Figure 2 ci-après).

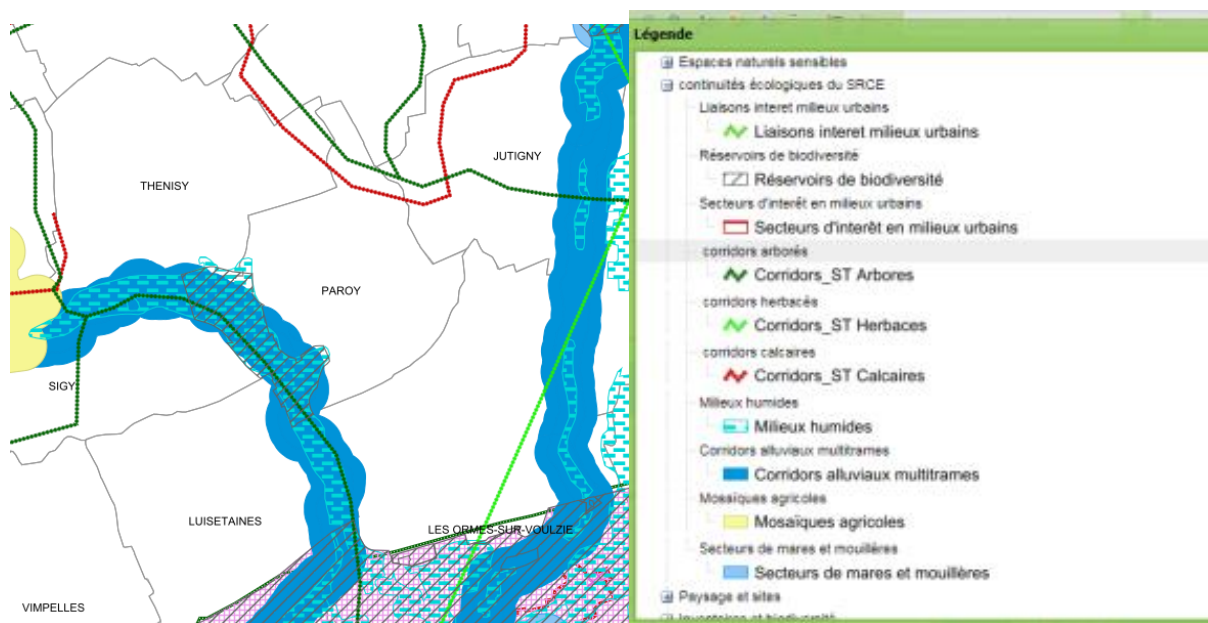


Figure 2 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)

**Présence connue d'espèces protégées ?** Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur la commune de Paroy. Ces espèces sont listées ci-après :

# Liste Rouge de la flore vasculaire d'Ile de France

## EN

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anthemis cotula</i> L., 1753	Camomille puante, Anthémis fétide, Anthémis puante	2016	<a href="#">➤</a>
<i>Calepina irregularis</i> (Asso) Thell., 1905	Calépine de Corvians	2014	<a href="#">➤</a>

## VU

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Legousia speculum-veneris</i> (L.) Chaix, 1785	Miroir de Vénus, Speculaire miroir, Mirette	2010	<a href="#">➤</a>
<i>Valerianella dentata</i> (L.) Pollich, 1776	Mâche dentée, Doucette dentée	2015	<a href="#">➤</a>

Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

## Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Epipactis helleborine</i> subsp. <i>helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Elléborine à larges feuilles	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Himantoglossum hircinum</i> (L.) Spreng., 1826	Orchis bouc, Himantoglosse à odeur de bouc	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2001	<a href="#">➤</a>
<i>Ophrys apifera</i> Huds., 1762	Ophrys abeille	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Orchis anthropophora</i> (L.) All., 1785	Orchis homme pendu, Acéras homme pendu, Porte-Homme, Pantine, , Homme-pendu	2016	<a href="#">➤</a>

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

## Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Dioscorea communis</i> (L.) Caddick & Wilkin, 2002	Sceau de Notre Dame	2012	<a href="#">➤</a>
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Viscum album</i> subsp. <i>album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2015	<a href="#">➤</a>



Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

## Article 1



Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anemone ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2001	<a href="#">➤</a>
<i>Anemone ranunculoides</i> subsp. <i>ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2001	<a href="#">➤</a>

#### Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

##### Catégorie 1-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anemone ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2001	
<i>Anemone ranunculoides</i> subsp. <i>ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2001	

##### Catégorie 3-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Scandix pecten-veneris</i> L., 1753	Scandix Peigne-de-Vénus	2015	
<i>Scandix pecten-veneris</i> subsp. <i>pecten-veneris</i> L., 1753	Scandix Peigne-de-Vénus	2015	

Présentation	Espèces observées	Espèces protégées / réglementées	Espèces invasives	Espèces spontanées	Végétations
--------------	-------------------	----------------------------------	-------------------	--------------------	-------------

Nombre de taxons : 2

Référence : S. Muller & Al, 2004. Plantes invasives en France. Etat des connaissances et propositions d'actions.



Taxon de référence	Nom vernaculaire	Statut	Dernière observation	Source
<i>Reynoutria japonica</i> Houtt., 1777	Renouée du Japon	-	2015	
<i>Robinia pseudoacacia</i> L., 1753	Robinier faux-acacia, Carouge	-	2015	

Figure 3 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)

#### Autres ?

- La Bassée, située au sud de la commune, réunit une zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO) et une réserve naturelle nationale (FR3600155).
- Deux espèces invasives sont également recensées sur la commune

#### 15) Quel est le niveau de qualité<sup>4</sup> des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?

D'après les données indiquées dans le SDAGE 2016-2021, l'Auxence (code FRHR41) a pour objectif l'atteinte du bon état global d'ici à 2027. La dérogation, basée sur des raisons économique, technique et naturelle, concerne l'état écologique qui est dégradé par la présence de nutriments et de nitrates.

#### 16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

La surface urbanisée n'augmentera pas de façon significative à l'horizon de la carte communale, les orientations privilégiant la densification des zones bâties et la protection des espaces naturels et agricoles.

La commune de Paroy compte actuellement 80 habitations auxquelles vont s'ajouter 14 nouvelles habitations sur les terrains accessibles par la rue du Gué Poussin. A l'heure actuelle, 3 des 14 nouvelles habitations sont construites.

<sup>4</sup> L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr>



### **17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?**

L'étude de Schéma Directeur d'Assainissement finalisée en 1996 comprenait la réalisation d'études de sols qui a permis d'établir une carte d'aptitude des sols à l'infiltration (ci-joint en annexe 4).

## **2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES**

### **2.2.1 Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées**

#### **a) Caractéristiques du zonage et contexte**

##### **1) Y'a t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?**

Il n'y a pas eu d'adaptations entraînant la révision du zonage.

##### **2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?**

Le SDA de la commune finalisé en 1996 ne préconisait pas d'assainissement collectif.

##### **Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2018 ?**

Sans objet

##### **3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?**

Les contrôles des systèmes d'assainissement non collectifs sont réalisés depuis 2008 par le SPANC de la CC Bassée-Montois.

##### **Les non conformités ont-elles été levées ?**

Les non-conformités sont levées pour 51% des installations via des réhabilitations.

**Sont-elles en cours ?** Oui.

##### **4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?**

Non.

#### **b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine**

##### **5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?**

Le captage d'eau potable évoqué dans le SDA et situé sur le territoire de Luisetaines n'est plus d'actualité, celui-ci a été abandonné et rebouché en 2013- 2014.

Le territoire de Paroy est actuellement alimenté par les eaux d'un forage situé à Jaulnes (nappe de la craie sénonienne). La ressource de Jaulnes est gérée par le Syndicat

Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Région de Bray-sur-Seine et alimente 5 communes. Il n'y a donc pas de captage sur la commune.

**Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?**

**6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?**

Non

**7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?**

Il n'y a pas de station de traitement des eaux sur la commune.

**Par temps sec ?** Sans objet

**Par temps de pluie ?** Sans objet

**De façon saisonnière ?** Sans objet

**Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?**

Sans objet

**8) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?**

La révision du zonage ne prévoit pas d'éléments pouvant améliorer les performances du système de collecte et réduire les consommations énergétiques des équipements.

**Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?** Sans objet.

**Autres ?** Sans objet.

---

## ANNEXES



## ANNEXE 1

### CARTE DU PROJET DE ZONAGE EAUX USEES



## ANNEXE 2 :

### CARTES DU PROJET DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES





### ANNEXE 3 :

#### CARTE COMMUNAL



#### ANNEXE 4 :

### CARTES DE L'APTITUDE DES SOLS A L'INFILTRATION